

C

Hubert Védrine

Publié dans la revue *Le Débat* / Éditions Gallimard

2
pages 76 à 78

ISSN 0246-2346

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://le-debat.gallimard.fr/articles/2011-5-comprendre-le-contexte-strategique-sans-anachronisme>

Pour citer cet article :

Védrine Hubert ,
L, 2011/5 DOI : 10.3917/deba.167.0076

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Hubert Védrine

Comprendre le contexte stratégique, sans anachronisme

Je suis un peu étonné du contenu et du ton des quelques paragraphes que consacrent Stéphane Audoin-Rouzeau, Jean-Pierre Chrétien et Hélène Dumas à mon article sur le livre de Pierre Péan, *Carnages*, paru dans *Le Débat*. Mais cela me donne l'occasion de quelques précisions. Après tout, si j'ai incité à la lecture de ce livre, ce n'était pas pour revenir une fois de plus sur les violentes controverses qui continuent d'entourer l'évocation du génocide rwandais de 1994 et de la politique française dans ce pays, et encore moins pour me mêler à un débat entre africanistes, n'ayant pas de compétences particulières pour cela, mais pour dire mon intérêt pour l'approche plus large de ces questions, géographiquement et historiquement, qui est celle de Pierre Péan dans cet ouvrage.

Sur le génocide de 1994, les positions des uns et des autres sont connues. Sur ce point, l'article des trois auteurs précités n'apporte rien de nouveau. En ce qui me concerne, ayant été

secrétaire général de l'Élysée avant et pendant le génocide de 1990 à 1994, au début donc du second septennat de François Mitterrand et pendant la cohabitation Mitterrand-Balladur à partir de 1993, évidemment informé de ce que nous faisons, sans avoir eu pour autant à prendre personnellement de décision à ce sujet mais en approuvant nos efforts, je suis bien placé pour juger odieuses, fausses, et plus encore absurdes les accusations lancées par certains groupes depuis plus de quinze ans contre la politique de la France. C'est trop facile de rendre rétrospectivement la France responsable d'une tragédie affreuse qu'elle a au contraire cherché à prévenir, et de la traiter en bouc émissaire pour masquer le rôle des autres protagonistes, FPR et FAR! Rappelons que le président Mitterrand avait jugé, dès le début, en 1990, que les attaques lancées par le FPR¹ et Paul

1. Il y avait une coquille dans mon papier précédent où était écrit à tort FAR au lieu de FPR, ce qui changeait le sens de la phrase.

Hubert Védrine a été ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement dirigé par Lionel Jospin de 1997 à 2002. Il a récemment publié *Le Temps des chimères, 2003-2009* (Fayard, 2009).

Kagame depuis l'Ouganda, avec son soutien militaire, pour reconquérir le pouvoir au Rwanda, allaient fatalement entraîner une guerre civile car les Hutu, très majoritaires au Rwanda (85 %), ne se laisseraient pas déposséder sans violents combats. Il avait décidé que la France devait tout faire pour empêcher ce scénario terrible de se réaliser, en menant deux actions complémentaires : 1) aider militairement le Rwanda à tenir sa frontière avec l'Ouganda et 2) *simultanément*, obliger, par de fortes pressions politiques et diplomatiques, Hutu et Tutsi à partager le pouvoir. Ce qu'il n'aurait pas fait s'il avait « soutenu » le régime hutu. Il aura fallu trois ans pour que cette insistance aboutisse aux accords d'Arusha, Alain Juppé étant alors ministre. Mais ce compromis fut obtenu contre le gré des Tutsi de l'extérieur (FPR) qui voulaient bien plus, et des Hutu extrémistes qui ne voulaient rien lâcher. Cette signature, ce « succès », permit à la France, puisque nous pensions avoir trouvé une bonne solution et conjuré le pire, et à la Belgique, de retirer l'essentiel de leurs troupes. Malheureusement, l'attentat contre l'avion des présidents du Rwanda et du Burundi en mai 1994 eut raison de cette espérance. On connaît la suite dramatique qui en découla. Politique française de prévention, honorable donc à mon sens, mais un peu irréaliste, et qui a échoué tragiquement. Elle aurait peut-être pu réussir si la France n'avait pas présumé de ses forces et si elle avait obtenu l'accord des États-Unis, dès 1990, pour convaincre le président Museweni de ne pas soutenir, ni armer, Kagame, et imposer en même temps à froid un accord du type des accords d'Arusha aux Hutu et aux Tutsi. On ne le saura jamais.

Aujourd'hui, à la lumière de ce qu'ont dit les juges espagnols sur la déstabilisation délibérée

du Rwanda à partir de 1990 par le FPR de Kagame pour se créer des prétextes à intervenir, et de ce qui est écrit dans le rapport de l'ONU sur la responsabilité directe ou indirecte du Rwanda, entre autres, dans les quelque quatre millions de morts au Kivu après 1994 (venant à la suite du rapport très sérieux de la mission Quilès et de plusieurs autres), il devrait être enfin possible de rendre justice à la France, à tout le moins de décrire honnêtement sa politique, et en tout cas de cesser de l'attaquer et de la juger *a priori*, ce que même Paul Kagame ne demande plus, comme on l'a vu lors de sa visite officielle à Paris en septembre dernier. C'est mon souhait.

Mais je confirme surtout ici que ce qui m'apparaît le plus intéressant dans l'ouvrage de Pierre Péan, c'est l'éclairage apporté sur la politique des *autres* puissances dans cette partie de l'Afrique : américaine, britannique, israélienne et belge en particulier. En effet, la plupart des ouvrages qui paraissent en France sont obnubilés par la seule dimension franco-africaine, en général pour la stigmatiser, d'où une étroitesse de vue, et des erreurs flagrantes d'interprétation. Péan montre à quel point le Soudan est perçu comme un problème, voire une menace pour plusieurs de ces protagonistes. À vrai dire, si les États-Unis et Israël n'avaient pas voulu disposer, pour diverses raisons, d'une base arrière commode contre le Soudan, on ne comprendrait pas bien leur intérêt pour l'Ouganda, leur soutien au président Museweni, leur indulgence envers lui (il fut baptisé « bon élève du FMI »), et encore moins leur caution à l'aide qu'apportait celui-ci à Kagame dans sa reconquête du Rwanda, quelles que fussent en être les conséquences, alors que le Rwanda est sans importance stratégique réelle.

Mais nous sommes en 2011. Le paysage a

Hubert Védrine
Comprendre
le contexte stratégique

beaucoup changé. Gênés par l'évolution – prévisible – du régime de Kagame, et par le rapport de l'ONU sur le Kivu, les Anglo-Saxons sont aujourd'hui en train de prendre leurs distances avec Kigali. Kagame, affaibli, change de ton envers Paris et souhaite une coopération, prenant ses soutiens français et belges à contrepied. Paris y voit la possibilité de promouvoir son projet de conférence sur l'Afrique des

Grands Lacs. Le Sud-Soudan est devenu indépendant, à la grande satisfaction des Occidentaux, et Khartoum est sur la défensive. Il est donc intéressant de se replonger dans le contexte des années 1990, pour mieux comprendre et analyser les évolutions actuelles dans cette région.

Hubert Védrine.